

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203709]

4 APRIL 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van artikel 371 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 november 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 december 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 december 2023;

Gelet op het evaluatierapport van 22 november 2023 betreffende de weerslag van het project op de respectievelijke stand van zaken van vrouwen en mannen, overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op protocol nr. 863 van Sectorcomité XVI, opgesteld op 5 februari 2024;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 8 februari 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.574/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 9 februari 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 371, § 2, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode, wordt aangevuld met de leden 6° en 7°, luidend als volgt :

“6° op vijftienjarige leeftijd: zes werkdagen;

7° op zesentwintigjarige leeftijd: zeven werkdagen.”.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. De Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 april 2024.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203707]

4 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, les articles 20 et 87, § 1^{er} ;

Vu le décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, les articles 74 à 77 et 120;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 octobre 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 novembre 2023;

Vu le rapport du 14 juin 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du Conseil de la Politique scientifique, donné le 19 décembre 2023 et entériné le même jour par le Conseil économique, social et environnemental de Wallonie;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de trente jours en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 2 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.528/2;

Vu la décision de la section de législation du 2 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Recherche et de l'Innovation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 février 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. Pour être agréé au sens du décret, un centre de recherche répond, au jour de la demande d'agrément, aux conditions d'obtention de l'agrément visées aux articles 4 à 17. ».

Art. 2. Dans le même arrêté, au Chapitre Ier du Titre II, la section 2, comportant l'article 4, est remplacée par ce qui suit :

“Section 2. - Qualité d'organisme de recherche

Art. 3. Le centre de recherche répond à la définition d'organisme de recherche. ».

Art. 4. Dans le même arrêté, au Chapitre Ier du Titre II, la section 3, comportant l'article 5, est remplacée par ce qui suit :

« Section 3 - Critère lié aux aspects juridiques

Sous-section 1^{ère}. — Personnalité juridique

Art. 5. Le centre de recherche dispose d'une personnalité juridique.

Sous-section 2. — Existence d'un siège d'activité en Région wallonne

Art. 6. Le centre de recherche dispose d'au moins un siège d'activité sur le territoire de la Région wallonne, sauf s'il relève de l'arrêté-loi du 30 janvier 1947 fixant le statut de création et de fonctionnement des centres chargés de promouvoir et de coordonner le progrès technique des différentes branches de l'économie nationale, par la recherche scientifique. ».

Art. 7. Dans le même arrêté, au Chapitre Ier du Titre II, la section 4, comportant l'article 6, est remplacée par ce qui suit :

« Section 4 - Critère d'interaction, de collaboration et de soutien du secteur industriel

Sous-section 1^{ère}. — Réalisation d'activités de recherche à finalité industrielle répondant au triple objectif économique, sociétal et environnemental

Art. 8. Le centre de recherche a également pour mission la réalisation d'activités de recherche, de support à l'innovation et de services à finalité industrielle qui :

1° relèvent majoritairement de la recherche industrielle ou du développement expérimental;

2° sont susceptibles d'intéresser des entreprises confrontées aux besoins d'un secteur ou d'un domaine;

3° ont pour effet de développer et d'entretenir son savoir-faire et son socle de compétences;

4° s'inscrivent dans un contexte régional et international tenant compte des objectifs économiques, environnementaux et sociaux auxquels la Wallonie doit répondre;

Sous-section 2. — Constitution d'un conseil d'administration ou d'un comité permanent

Art. 9. Le conseil d'administration ou le comité permanent du centre de recherche comprend au moins cinquante pour cent de représentants des entreprises, avec une répartition équilibrée, en fonction du secteur, entre petites et moyennes entreprises d'une part, et grandes entreprises d'autre part. Ces représentants des entreprises sont des personnes qui exercent des fonctions de recherche ou de direction dans des entreprises d'un secteur ou d'un domaine visés par le centre de recherche.

La présidence du conseil d'administration ou du comité permanent est dévolue à une personne désignée par les entreprises ou à une co-présidence académique et industrielle.

Le conseil d'administration ou le comité permanent peut constituer un comité technique et/ou un comité consultatif composé notamment d'acteurs du monde économique, social et environnemental chargé de valider et de lui communiquer par courrier les activités de recherche à réaliser.

Le conseil d'administration ou le comité permanent accueille un observateur de l'Administration ou son suppléant.

Sous-section 3. — Organisation des activités en fonction des besoins et de la typologie des entreprises

Art. 10. Le centre de recherche agréé organise, en collaboration avec les universités et les centres de recherche, éventuellement par le biais d'une massification, ses activités en fonction des besoins et de la typologie des entreprises, et veille aux retombées, principalement sur le tissu des petites et moyennes entreprises.

À cet effet, il développe des outils appropriés, notamment en collaboration avec Wallonie Entreprendre et avec l'Administration. ».

Art. 11. Dans le même arrêté, au Chapitre Ier du Titre II, la section 5, comportant l'article 7, est remplacée par ce qui suit :

“ Section 5 - Critère d'excellence scientifique et de qualité de la recherche

Sous-section 1^{ère}. — Suivi des progrès scientifiques et techniques

Art. 12. Le centre de recherche se tient en permanence informé des progrès scientifiques et techniques survenus, en Belgique comme à l'étranger, dans des domaines qui sont de sa compétence et qui présentent un haut potentiel d'innovations industrielles.

Dans le cadre de cette veille, il prend des contacts avec les entreprises afin de leur proposer ses services en l'espèce.

Sous-section 2. — Respect des systèmes de management de la qualité et de management environnemental attesté par une certification obtenue au plus tard lors du premier audit visé à l'article 31

Art. 13. Afin d'assurer sa renommée auprès de la communauté scientifique et industrielle et la réputation de ses services et de ses produits, le centre de recherche agréé répond aux normes de management de la qualité ainsi qu'aux normes de management environnemental qui sont essentielles dans les domaines dont relèvent ses activités. ».

Art. 14. Dans le même arrêté, au Chapitre Ier du Titre II, la section 6, comportant l'article 8, est remplacée par ce qui suit :

« Section 6 - Critère de vision stratégique

Sous-section 1^{ère}. — Rédaction d'un plan stratégique

Art. 15. A l'appui de la demande d'agrément, le centre de recherche remet un plan décrivant les actions qu'il envisage de mener au cours des soixante prochains mois. Celui-ci porte sur la manière de s'inscrire (i) dans les orientations stratégiques wallonnes et européennes, (ii) dans le paysage de la recherche et de l'innovation, (iii) dans le tissu industriel wallon, (iv) dans un objectif de développement durable ainsi que (v) sa contribution attendue au développement de la Région wallonne au travers d'indicateurs chiffrés et mesurables.

Ce plan, approuvé par le Conseil d'administration ou le comité permanent, est actualisé annuellement et transmis par courrier à l'Administration.

Sous-section 2. — Publication d'un rapport annuel

Art. 16. Le centre de recherche agréé publie un rapport annuel qui expose le déroulement et les résultats de ses divers types d'activités. Ce rapport comprend au moins les rubriques suivantes :

- 1° la composition du conseil d'administration ou du comité permanent;
- 2° la composition du comité technique et/ ou du comité consultatif;
- 3° la synthèse des résultats financiers de l'année et l'évolution du personnel;
- 4° les programmes de recherche en cours;
- 5° les principaux résultats des recherches abouties et leur impact économique, environnemental et sociétal;
- 6° les collaborations structurées;
- 7° les normes de qualité acquises;
- 8° les services disponibles pour les entreprises;
- 9° les équipements dont le coût d'acquisition est de plus de 20.000 euros;
- 10° les outils de diffusion des résultats.

Sous-section 3. — Informations à communiquer annuellement à l'Administration

Art. 17. Annuellement, le centre de recherche communique par courrier à l'Administration :

1° une situation détaillée de sa comptabilité générale, bilan et compte de résultats internes, telle qu'approuvée par l'assemblée générale annuelle ou le conseil général;

2° un aperçu de la répartition des ressources selon leur origine conformément à l'annexe;

3° l'effectif du centre de recherche, en nombre d'équivalent temps plein réparti entre chercheurs, techniciens et administratifs.

Le centre de recherche tient à disposition de l'Administration :

- 1° l'affectation des ressources par projet;
- 2° la répartition des coûts selon leur affectation;
- 3° le financement des différents postes de coût. ».

Art. 18. Dans le même arrêté, au Chapitre Ier du Titre II, la section 7, comportant l'article 9, est remplacée par ce qui suit :

« Section 7 - Indicateur clé lié à la mesure de soutien aux entreprises

Art. 19. Le ratio calculé annuellement conformément à la formule figurant à l'annexe atteint une moyenne de minimum 30 calculée sur trois années civiles.

Toutefois, le pourcentage visé à l'alinéa précédent est de 25 pour les années civiles 2024 à 2026. ".

Art. 20. Dans le même arrêté, au Chapitre Ier du Titre II, la section 8, comportant l'article 10, est remplacée par ce qui suit :

« Section 8 - Dimension européenne

Art. 21. Le centre de recherche dépose, dans le cadre du programme-cadre pour la recherche et l'innovation « Horizon Europe » ou tout programme subséquent et sur une période de trois années civiles, un minimum de 6 dossiers atteignant le seuil de financement fixé par la Commission Européenne.

Toutefois, le nombre de dossiers visé à l'alinéa précédent est de 3 pour les années civiles 2024 à 2026. ".

Art. 22. Dans le même arrêté, au Chapitre Ier du Titre II, la section 9, comportant l'article 11, est remplacée par ce qui suit :

« Section 9 - Indicateur clé lié aux activités de diffusion des résultats

Art. 23. Le centre de recherche justifie d'au moins 75 activités de diffusion large des résultats par le biais de publications dans des revues scientifiques à comité de lecture, de conférences scientifiques et séminaires de diffusion en tant que conférencier, de la rédaction de nouvelles normes au niveau du secteur, de prises de brevets, de la rédaction de notes d'information technique, sur une période de trois années civiles.

Toutefois, le nombre d'activités de diffusion des résultats visé à l'alinéa précédent est de 50 pour les années civiles 2024 à 2026. ".

Art. 24. Dans le Titre II, Chapitre Ier, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, les sections 10 à 13 comportant les articles 11 à 15 sont abrogées.

Art. 25. Dans le même arrêté, le Chapitre II du Titre II remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 février 2016 est abrogé.

Art. 26. L'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 18. La Commission d'agrément visée à l'article 76 du décret est composée :

1° d'un représentant du ministre-Président;

2° d'un représentant du ministre de l'Économie;

3° d'un représentant du ministre;

4° de deux membres de l'Administration;

6° d'un expert à orientation scientifique;

7° d'un expert à orientation économique et financière;

8° d'un expert en développement durable;

9° d'un expert en matière de certification;

10° de quatre représentants du Pôle de Politique scientifique désignés par le Conseil économique, social et environnemental de la Région wallonne. ».

Art. 27. Dans l'article 22 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, l'alinéa 2 est complété par les mots « ou représentés ».

Art. 28. Dans l'article 30 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 février 2016, les mots « à 15 et à l'article 17. » sont remplacés par « à 17. ».

Art. 29. Dans l'article 31 du même arrêté, alinéa 2, le mot « deux » est remplacé par « trois ».

Art. 30. Dans l'article 31 du même arrêté, alinéa 3, le mot « cinq » est remplacé par « trois ».

Art. 31. L'article 32 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 février 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 32. La commission d'agrément propose au ministre le retrait définitif ou temporaire :

1° si un audit visé aux articles 29, 30 et 31 fait apparaître que le centre de recherche agréé ne répond plus à une des conditions d'obtention d'agrément visées aux articles 5 à 17;

2° si le centre de recherche agréé ne respecte pas la condition d'obtention d'agrément visée à l'article 4. ».

Art. 32. L'article 34 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 février 2016, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 34. Le Gouvernement, sur la proposition du ministre, statue sur le retrait définitif ou temporaire de l'agrément d'un centre de recherche agréé.

Le retrait d'agrément définitif ou temporaire d'un centre de recherche agréé peut uniquement être prononcé au terme d'un débat contradictoire. ».

Art. 33. L'article 36 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 36. Annuellement et au plus tard le 31 mars de chaque année, la Commission vérifie que la condition d'obtention d'agrément visée à l'article 4 est remplie sur la base d'une attestation transmise par courrier par le centre de recherche agréé et émanant d'un expert indépendant spécialisé dans la réglementation des aides d'Etat.

Annuellement, la Commission émet des recommandations à destination du centre de recherche agréé quant au respect des conditions d'obtention d'agrément visées aux articles 15 à 17 sur la base d'informations transmises par ce dernier.

Les analyses et recommandations sont transmises au ministre par courrier au plus tard le 30 juin de chaque année. ».

Art. 34. Dans l'article 44 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 février 2016, l'alinéa 2 du paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Fait l'objet d'une notification à la Commission et d'une analyse de l'effet incitatif selon les modalités prévues à l'Encadrement des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation les aides suivantes :

1° toute aide de plus de 35.000.000 euros visée aux articles 15 à 20 du décret;

2° toute aide de plus de 25.000.000 euros visée aux articles 21 à 31 du décret;

3° toute aide de plus de 8.250.000 euros visée aux articles 32 à 34 du décret;

4° toute aide de plus de 2.200.000 euros visée aux articles 35 à 39 du décret;

5° toute aide de plus de 12.500.000 euros visée aux articles 46 à 53 du décret;

6° toute aide de plus de 2.200.000 euros visée aux articles 54 à 57 du décret;

7° toute aide de plus de 35.000.000 euros visée aux articles 58 à 60/5, 73/1 à 73/4/3 et 93/1 à 93/7 du décret. ».

Art. 35. Dans l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, il est apporté les modifications suivantes :

- les mots « La présente annexe définit la capacité d'autofinancement visée à l'article 17 de l'arrêté. » sont supprimés;

- les mots « La capacité d'autofinancement est évaluée sur base d'un coefficient. Celui-ci doit être de minimum 50 et est déterminé de la manière suivante: (Réf. 7 + Réf. 8 + Réf. 9 + Réf. 10 + Réf. 11 + Réf. 12)/Réf. 14 » sont remplacés par « L'indicateur clé lié à la mesure de soutien aux entreprises est évalué sur base d'un coefficient déterminé de la manière suivante : (Réf. 9 + Réf. 10 + Réf. 11 + Réf. 12/ (Réf. 14 - Réf. 4 - Réf. 5) » Disposition transitoire.

Art. 36. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2024.

Art. 37. Le Ministre qui a la recherche dans ses attributions et le Ministre qui a l'Économie dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 avril 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/203707]

4. APRIL 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20 und 87 § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie, Artikel 74 bis 77 und 120;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie;

Aufgrund der am 5. Oktober 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 9. November 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Berichts vom 14. Juni 2021, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 19. Dezember 2023 abgegebenen Gutachtens des Rats für die Wissenschaftspolitik, das am selben Tag vom Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat der Wallonie bestätigt worden ist;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen;

In der Erwägung, dass der Antrag auf ein Gutachten am 2. Februar 2024 unter der Nummer 75.528/2 in die Liste der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats eingetragen wurde;

Aufgrund der Entscheidung der Gesetzgebungsabteilung vom 2. Februar 2024, gemäß Artikel 84 § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat kein Gutachten innerhalb der erbetenen Frist abzugeben;

Auf Vorschlag des Ministers für Forschung und Innovation;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Februar 2016, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 3 - Um im Sinne des Dekrets zugelassen zu werden, hat ein Forschungszentrum am Tag des Zulassungsantrags die in den Artikeln 4 bis 17 erwähnten Bedingungen zum Erhalt der Zulassung zu erfüllen."

Art. 2 - In demselben Erlass wird in Titel II Kapitel I Abschnitt 2, der den Artikel 4 enthält, durch Folgendes ersetzt:

"Abschnitt 2 - Eigenschaft als Forschungseinrichtung

Art. 3 - Das Forschungszentrum entspricht der Definition einer Forschungseinrichtung."

Art. 4 - In demselben Erlass wird in Titel II Kapitel I Abschnitt 3, der den Artikel 5 enthält, durch Folgendes ersetzt:

"Abschnitt 3 - Kriterium in Bezug auf rechtliche Aspekte

Unterabschnitt 1 — Rechtspersönlichkeit

Art. 5 - Das Forschungszentrum verfügt über eine eigene Rechtspersönlichkeit.

Unterabschnitt 2 - Bestehen eines Betriebssitzes in der Wallonischen Region

Art. 6 - Das Forschungszentrum verfügt über mindestens einen Standort auf dem Gebiet der Wallonischen Region, außer wenn es dem Erlassgesetz vom 30. Januar 1947 zur Festlegung des Statuts zur Gründung und zur Arbeitsweise von Zentren, die mit der Förderung und der Koordinierung des technischen Fortschritts der verschiedenen Zweige der nationalen Wirtschaft durch die wissenschaftliche Forschung beauftragt sind, unterliegt."

Art. 7 - In demselben Erlass wird in Titel II Kapitel I Abschnitt 4, der den Artikel 6 enthält, durch Folgendes ersetzt:

„Abschnitt 4 - Kriterium der Interaktion, Zusammenarbeit und Unterstützung des industriellen Sektors

Unterabschnitt 1 - Durchführung von Forschungsaktivitäten mit industrieller Zweckbestimmung, die der dreifachen Zielsetzung wirtschaftlicher, gesellschaftlicher und ökologischer Art entsprechen

Art. 8 - Das Forschungszentrum hat als Aufgabe die Durchführung von Forschungsaktivitäten, die Unterstützung der Innovation sowie die Erbringung von Dienstleistungen mit industrieller Zweckbestimmung, die:

1° überwiegend der industriellen Forschung oder der experimentellen Entwicklung zuzuordnen sind;

2° für Unternehmen, die mit den Bedürfnissen eines Sektors oder eines bestimmten Fachbereichs konfrontiert sind, von Interesse sein können;

3° bewirken, dass sie sein Know-how und seine Kompetenzgrundlage entwickeln und aufrechterhalten;

4° sich in einen regionalen und internationalen Kontext einfügen, der die wirtschaftlichen, ökologischen und sozialen Ziele berücksichtigt, denen die Wallonie gerecht werden muss;

Unterabschnitt 2 — Zusammensetzung eines Verwaltungsrats oder eines ständigen Ausschusses

Art. 9 - Der Verwaltungsrat oder der ständige Ausschuss des Forschungszentrums umfasst mindestens fünfzig Prozent Vertreter der Unternehmen, mit einer je nach dem Sektor ausgeglichenen Verteilung zwischen kleinen und mittleren Unternehmen einerseits und Großunternehmen andererseits. Diese Vertreter der Unternehmen sind Personen, die in Unternehmen, die in einem Sektor oder Bereich tätig sind, mit dem sich das Forschungszentrum beschäftigt, Forschungs- oder Führungstätigkeiten ausüben.

Der Vorsitz über den Verwaltungsrat oder den ständigen Ausschuss wird einer von den Unternehmen benannten Person oder einer akademischen und industriellen Kopräsidenschaft übertragen.

Der Verwaltungsrat oder der ständige Ausschuss kann einen technischen und/oder einen beratenden Ausschuss bilden, der sich insbesondere aus Akteuren aus den Bereichen Wirtschaft, Gesellschaft und Umwelt zusammensetzt und der damit beauftragt wird, die durchzuführenden Forschungsaktivitäten zu validieren und ihm per Post mitzuteilen.

Der Verwaltungsrat oder der ständige Ausschuss lädt einen Beobachter aus der Verwaltung oder dessen Stellvertreter ein.

Unterabschnitt 3 — Organisation der Aktivitäten je nach den Bedürfnissen und der Typologie der Unternehmen

Art. 10 - Das zugelassene Forschungszentrum organisiert in Zusammenarbeit mit Universitäten und Forschungszentren, möglicherweise durch Vermassung, seine Aktivitäten je nach den Bedürfnissen und der Typologie der Unternehmen und achtet auf die Auswirkungen, hauptsächlich auf das Gefüge der kleinen und mittleren Unternehmen.

Zu diesem Zweck entwickelt es geeignete Instrumente, insbesondere in Zusammenarbeit mit „Wallonie Entrepreneurs“ und mit der Verwaltung.“.

Art. 11 - In demselben Erlass wird in Titel II Kapitel I Abschnitt 5, der den Artikel 7 enthält, durch Folgendes ersetzt:

„Abschnitt 5 - Kriterium der wissenschaftlichen Exzellenz und der Qualität der Forschung

Unterabschnitt 1 — Weiterverfolgung des wissenschaftlichen und technischen Fortschritts

Art. 12 - Das Forschungszentrum hält sich ständig über die in Belgien wie im Ausland in den unter seine Zuständigkeit fallenden und ein hohes Potenzial an industriellen Innovationen bietenden Bereichen eingetretenen wissenschaftlichen und technischen Fortschritte auf dem Laufenden.

Im Rahmen dieser Überwachung nimmt es regelmäßig mit den Unternehmen Kontakt auf, um ihnen seine Dienstleistungen im betreffenden Bereich vorzuschlagen.

Unterabschnitt 2 — Einhaltung der Systeme für das Qualitätsmanagement und das Umweltmanagement, die durch eine Zertifizierung nachgewiesen wird, die spätestens bei dem ersten Audit gemäß Artikel 31 erteilt wird

Art. 13 - Um sein Ansehen bei der wissenschaftlichen und industriellen Gemeinschaft und den Ruf seiner Dienstleistungen und Produkte zu sichern, genügt das zugelassene Forschungszentrum den Normen für das Qualitätsmanagement und für das Umweltmanagement, die in den Bereichen, in denen es seine Tätigkeiten ausübt, wesentlich sind.“.

Art. 14 - In demselben Erlass wird in Titel II Kapitel I Abschnitt 6, der den Artikel 8 enthält, durch Folgendes ersetzt:

„Abschnitt 6 - Kriterium der strategischen Vision

Unterabschnitt 1 — Erstellung eines strategischen Plans

Art. 15 - Zur Unterstützung des Zulassungsantrags übermittelt das Forschungszentrum einen Plan zur Beschreibung der Aktionen, die es binnen der nächsten sechzig Monate durchzuführen beabsichtigt. Dieser bezieht sich auf die Art und Weise, wie sie sich (i) in die wallonischen und europäischen strategischen Leitlinien, (ii) in die Forschungs- und Innovationslandschaft, (iii) in die wallonische Industriestruktur, (iv) in ein Ziel der nachhaltigen Entwicklung einfügt, sowie (v) auf ihren erwarteten Beitrag zur Entwicklung der Wallonischen Region anhand von quantifizierten und messbaren Indikatoren.

Dieser Plan, dem der Verwaltungsrat oder der ständige Ausschuss zustimmen, wird jährlich aktualisiert und der Verwaltung per Post übermittelt.

Unterabschnitt 2 — Veröffentlichung eines Jahresberichts

Art. 16 - Das zugelassene Forschungszentrum veröffentlicht einen Jahresbericht, in dem der Ablauf und die Ergebnisse seiner verschiedenen Tätigkeiten erläutert werden. Dieser Bericht umfasst wenigstens die folgenden Rubriken:

1° die Zusammensetzung des Verwaltungsrats oder des ständigen Ausschusses;

- 2° die Zusammensetzung des technischen Ausschusses und/oder des Beratungsausschusses;
- 3° die Synthese der finanziellen Ergebnisse des Jahres und die Entwicklung des Personalbestands;
- 4° die aktuellen Forschungsprogramme;
- 5° die wichtigsten Ergebnisse der abgeschlossenen Forschungsarbeiten und ihre wirtschaftlichen, ökologischen und gesellschaftlichen Auswirkungen;
- 6° die strukturierten Kooperationen;
- 7° die erreichten Qualitätsnormen;
- 8° die verfügbaren Dienstleistungen für Unternehmen;
- 9° die Ausstattungen, deren Anschaffungskosten mehr als 20.000 Euro betragen;
- 10° die Mittel zur Verbreitung der Ergebnisse.

Unterabschnitt 3 — Jährlich an die Verwaltung zu übermittelnde Informationen

Art. 17 - Jährlich teilt das Forschungszentrum der Verwaltung Folgendes mit:

- 1° einen ausführlichen Lagebericht seiner allgemeinen Buchführung, Bilanz und interne Ergebnisrechnung, so wie sie von der jährlichen Generalversammlung oder dem allgemeinen Rat genehmigt wurde;
- 2° eine Übersicht der Verteilung der Einkünfte je nach deren Herkunft gemäß der Anlage;
- 3° den Personalbestand des Forschungszentrums in Vollzeitäquivalenten, verteilt auf das Forschungs-, Technik- und Verwaltungspersonal.

Das Forschungszentrum hält Folgendes zur Verfügung der Verwaltung:

- 1° die Zweckbestimmung der Einkünfte pro Projekt;
- 2° die Aufteilung der Kosten je nach deren Zweckbestimmung;
- 3° die Finanzierung der verschiedenen Kostenposten. "

Art. 18 - In demselben Erlass wird in Titel II Kapitel I Abschnitt 7, der den Artikel 9 enthält, durch Folgendes ersetzt:

"Abschnitt 7 - Schlüsselindikator in Bezug auf die Unterstützungsmaßnahme für Unternehmen

Art. 19 - Die jährlich nach der Formel in der Anlage berechnete Quote erreicht einen über drei Kalenderjahre berechneten Durchschnitt von mindestens 30.

Der im vorherigen Absatz genannte Prozentsatz beträgt jedoch 25 für die Kalenderjahre 2024 bis 2026. "

Art. 20 - In demselben Erlass wird in Titel II Kapitel I Abschnitt 8, der den Artikel 10 enthält, durch Folgendes ersetzt:

"Abschnitt 8 - Europäische Dimension

Art. 21 - Das Forschungszentrum reicht im Rahmen des Rahmenprogramms für Forschung und Innovation "Horizont Europa" oder eines Nachfolgeprogramms und innerhalb eines Zeitraums von drei Kalenderjahren mindestens sechs Antragsakten ein, die die von der Europäischen Kommission festgelegte Förderschwelle erreichen.

Die Anzahl der im vorherigen Absatz genannten Anträge beträgt jedoch drei für die Kalenderjahre 2024 bis 2026. "

Art. 22 - In demselben Erlass wird in Titel II Kapitel I Abschnitt 9, der den Artikel 11 enthält, durch Folgendes ersetzt:

"Abschnitt 9 - Schlüsselindikator in Bezug auf Aktivitäten zur Verbreitung von Ergebnissen

Art. 23 - Das Forschungszentrum weist über einen Zeitraum von drei Kalenderjahren mindestens 75 Aktivitäten zur ausgedehnten Verbreitung der Ergebnisse durch Veröffentlichungen in wissenschaftlichen Zeitschriften mit Peer-Review-Verfahren, wissenschaftliche Konferenzen und Verbreitungsseminare als Referent, Ausarbeitung neuer Standards auf Sektorebene, Patentanmeldungen, Verfassen von technischen Informationsschriften nach.

Die Anzahl der im vorherigen Absatz genannten Aktivitäten zur Verbreitung der Ergebnisse beträgt jedoch 50 für die Kalenderjahre 2024 bis 2026. "

Art. 24 - In Titel II Kapitel I des Erlasses der wallonischen Regierung vom 18. September 2008 über die Unterstützung von Forschung, Entwicklung und Innovation in der Wallonie werden die Abschnitte 10 bis 13, die die Artikel 11 bis 15 enthalten, aufgehoben.

Art. 25 - In demselben Erlass wird Titel II Kapitel II, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Februar 2016, aufgehoben.

Art. 26 - Artikel 18 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 18 - Der in Artikel 76 des Dekrets erwähnte Zulassungsausschuss setzt sich aus folgenden Personen zusammen:

- 1° einem Vertreter des Ministerpräsidenten;
- 2° einem Vertreter des Ministers für Wirtschaft;
- 3° einem Vertreter des Ministers;
- 4° zwei Mitgliedern der Verwaltung;
- 6° einem Sachverständigen mit wissenschaftlicher Ausrichtung;
- 7° einem Sachverständigen mit wirtschaftlicher und finanzieller Ausrichtung;
- 8° einem Sachverständigen für nachhaltige Entwicklung;
- 9° einem Sachverständigen im Bereich der Zertifizierung;

10° vier Vertretern des Pools Wissenschaftspolitik, die vom Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrat der Wallonischen Region benannt werden. "

Art. 27 - In Artikel 22 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird Absatz 2 um die Wortfolge "oder vertretenen Mitglieder" ergänzt.

Art. 28 - In Artikel 30 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Februar 2016, wird die Wortfolge "bis 15 und nach Artikel 17" durch die Wortfolge "bis 17" ersetzt. "

Art. 29 - In Artikel 31 desselben Erlasses wird in Absatz 2 das Wort "zwei" durch das Wort "drei" ersetzt.

Art. 30 - In Artikel 31 desselben Erlasses wird in Absatz 3 das Wort "fünf" durch "drei" ersetzt.

Art. 31 - Artikel 32 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Februar 2016, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 32 -Der Zulassungsausschuss schlägt dem Minister den endgültigen oder vorübergehenden Entzug vor:

1° wenn bei einem Audit nach den Artikeln 29, 30 und 31 festgestellt wird, dass das zugelassene Forschungszentrum einer der Bedingungen für die Gewährung der Zulassung nach Artikel 5 bis 17 nicht mehr genügt;

2° wenn das zugelassene Forschungszentrum der Bedingung für die Gewährung der Zulassung nach Artikel 4 nicht genügt. "

Art. 32 - Artikel 34 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Februar 2016, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 34 - Auf Vorschlag des Ministers trifft die Regierung über den endgültigen oder vorübergehenden Entzug der Zulassung eines zugelassenen Forschungszentrums eine Entscheidung.

Der endgültige bzw. vorübergehende Entzug der Zulassung eines zugelassenen Forschungszentrums darf nur im Anschluss an eine kontradiktorische Verhandlung verkündet werden. "

Art. 33 - Artikel 36 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 36 -Der Ausschuss überprüft jährlich und bis spätestens 31. März eines jeden Jahres, ob die in Artikel 4 genannte Bedingung für die Gewährung der Zulassung erfüllt ist, und zwar auf der Grundlage einer von dem zugelassenen Forschungszentrum per Post übermittelten Bescheinigung eines unabhängigen Sachverständigen, der auf die Vorschriften im Bereich staatlicher Beihilfen spezialisiert ist.

Der Ausschuss gibt jährlich auf der Grundlage der von dem zugelassenen Forschungszentrum übermittelten Informationen Empfehlungen an das zugelassene Forschungszentrum ab, was die Erfüllung der in den Artikeln 15 bis 17 genannten Bedingungen für die Zulassung betrifft.

Die Analysen und Empfehlungen werden dem Minister bis zum 30. Juni eines jeden Jahres per Post übermittelt."

Art. 34 - In Artikel 44 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Februar 2016 wird Absatz 2 von Paragraf 1 durch Folgendes ersetzt:

"Gegenstand einer Notifizierung an den Ausschuss und einer Analyse des Anreizeffekts nach den Modalitäten, die im Rahmen für staatliche Beihilfen für Forschung, Entwicklung und Innovation vorgesehen sind, bilden die folgenden Beihilfen:

1° jede in den Artikeln 15 bis 20 des Dekrets erwähnte Beihilfe von mehr als 35.000.000 Euro;

2° jede in den Artikeln 21 bis 31 des Dekrets erwähnte Beihilfe von mehr als 25.000.000 Euro;

3° jede in den Artikeln 32 bis 34 des Dekrets erwähnte Beihilfe von mehr als 8.250.000 Euro;

4° jede in den Artikeln 35 bis 39 des Dekrets erwähnte Beihilfe von mehr als 2.200.000 Euro;

5° jede in den Artikeln 46 bis 53 des Dekrets erwähnte Beihilfe von mehr als 12.500.000 Euro;

6° jede in den Artikeln 54 bis 57 des Dekrets erwähnte Beihilfe von mehr als 2.200.000 Euro;

2° jede in den Artikeln 58 bis 60/5, 73/1 bis 73/4/3 und 93/1 bis 93/7 des Dekrets erwähnte Beihilfe von mehr als 35.000.000 Euro. "

Art. 35 - In der Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

- die Wortfolge "In vorliegender Anlage wird die Selbstfinanzierungskapazität im Sinne von Artikel 17 des Erlasses definiert." wird gestrichen;

- die Wortfolge "Die Selbstfinanzierungskapazität wird auf der Grundlage eines Koeffizienten berechnet. Dieser muss mindestens 50

betragen und wird wie folgt bestimmt: (Ref. 7 + Ref. 8 + Ref. 9 + Ref. 10 + Ref. 11 + Ref. 12)/Ref. 14" wird durch "Der Schlüsselindikator in Bezug auf die Unterstützungsmaßnahme für Unternehmen wird auf der Grundlage eines Koeffizienten bewertet, der wie folgt bestimmt wird: (Ref. 9 + Ref. 10 + Ref. 11 + Ref. 12/ (Ref. 14 - Ref. 4 - Ref. 5)" ersetzt.

Übergangsbestimmungen.

Art. 36 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2024 wirksam.

Art. 37 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Klima gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, werden jeder in seinem Bereich mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. April 2024

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203707]

4 APRIL 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, de artikelen 20 en 87, § 1;

Gelet op het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië, de artikelen 74 to 77 en 120;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 5 oktober 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 november 2023;

Gelet op het rapport van 14 juni 2021, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de "Conseil de la Politique scientifique" (Raad voor Wetenschapsbeleid), gegeven op 19 december 2023 en dezelfde dag goedgekeurd door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest);

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 2 februari 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.528/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 2 februari 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderzoek en Innovatie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 februari 2016, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 3. Om erkend te worden in de zin van dit decreet voldoet een onderzoekscentrum op de dag van de erkenningsaanvraag aan de verkrijgingsvoorwaarden waarvan sprake in de artikelen 4 tot 17. "

Art. 2. In hetzelfde besluit, in Hoofdstuk I van Titel II, wordt afdeling 2, bevattende artikel 4, vervangen door wat volgt:

"Afdeling 2. — Hoedanigheid van onderzoeksinstelling

Art. 3. Het onderzoekscentrum voldoet aan de definitie van een onderzoeksorganisatie. "

Art. 4. In hetzelfde besluit, in Hoofdstuk I van Titel II, wordt afdeling 3, bevattende artikel 5, vervangen door wat volgt:

"Afdeling 3 - Criterium met betrekking tot juridische aspecten

Onderafdeling 1. — Rechtspersoonlijkheid

Art. 5. Het onderzoekscentrum beschikt over een rechtspersoonlijkheid.

Onderafdeling 2. — Voorhandenzijn van een vestigingseenheid in het Waalse Gewest

Art. 6. Het onderzoekscentrum beschikt over minstens één vestigingseenheid op het grondgebied van het Waalse Gewest, behalve indien het valt onder de besluitwet van 30 januari 1947 tot vaststelling van het statuut van oprichting en werking van de centra belast met de bevordering en de coördinatie van de technische vooruitgang van de verschillende takken van 's lands bedrijfsleven, door het wetenschappelijk onderzoek. "

Art. 7. In hetzelfde besluit, in Hoofdstuk I van Titel II, wordt afdeling 4, bevattende artikel 6, vervangen door wat volgt:

"Afdeling 4 - Criterium van interactie, samenwerking en ondersteuning van de industriële sector

Onderafdeling 1. — Uitvoering van industriële onderzoeksactiviteiten die voldoen aan de drievoudige economische, maatschappelijke en milieudoelstelling

Art. 8. Het onderzoekscentrum heeft ook als opdracht het uitvoeren van onderzoeksactiviteiten, activiteiten voor de innovatiebevordering en diensten met een industrieel doel die:

1° hoofdzakelijk onder het industrieel onderzoek of de experimentele ontwikkeling vallen;

2° de belangstelling zouden kunnen wekken van ondernemingen die geconfronteerd worden met de behoeften van een sector of een vakgebied;

3° de ontwikkeling of de instandhouding van haar know-how of haar vaardigheden als gevolg hebben;

4° deel uitmaken van een regionale en internationale context, rekening houdend met de economische, ecologische en sociale doelstellingen waaraan Wallonië moet beantwoorden;

Onderafdeling 2. — Samenstelling van een raad van bestuur of een vast comité

Art. 9. De raad van bestuur of het vast comité van het onderzoekscentrum omvat minstens 50 percent vertegenwoordigers van de ondernemingen met een evenwichtige verspreiding, afhankelijk van de sector, tussen kleine en middelgrote ondernemingen enerzijds en grote ondernemingen anderzijds. Deze vertegenwoordigers van de ondernemingen zijn personen die onderzoeks- of leidinggevende functies uitoefenen in ondernemingen van een sector of een domein beoogd door het onderzoekscentrum.

Het voorzitterschap van de Raad van Bestuur of het vast comité wordt toevertrouwd aan een persoon die door de bedrijven wordt aangesteld of aan een academisch en industrieel co-voorzitterschap.

De Raad van Bestuur of het vast comité kan een technisch comité en/of een adviescomité oprichten, met name samengesteld uit actoren uit het bedrijfs-, het sociaal en het milieu leven, dat belast is met de bekrachtiging en de mededeling per schrijven van de te verwezenlijken onderzoeksactiviteiten.

De Raad van Bestuur of het vast comité verwelkomt een waarnemer van de Administratie of zijn plaatsvervanger.

Onderafdeling 3 - Organisatie van de activiteiten in functie van de behoeften en de typologie van de ondernemingen

Art. 10. Het erkende onderzoekscentrum organiseert, in samenwerking met universiteiten en onderzoekscentra, eventueel via massificatie, zijn activiteiten in functie van de behoeften en typologie van de bedrijven, en controleert de gevolgen, voornamelijk op het weefsel van kleine en middelgrote ondernemingen.

Daartoe ontwikkelt het de geschikte instrumenten, meer bepaald in overleg met "Wallonie Entreprendre" en met het Bestuur. "

Art. 11. In hetzelfde besluit, in Hoofdstuk I van Titel II, wordt afdeling 5, bevattende artikel 7, vervangen door wat volgt:

"Afdeling 5 - Criterium van wetenschappelijke excellentie en kwaliteit van het onderzoek

Onderafdeling 1. — Opvolging van de wetenschappelijke en technische vooruitgang

Art. 12. Het onderzoekscentrum houdt zich permanent op de hoogte van de wetenschappelijke en technische vooruitgang die in België en in het buitenland wordt geboekt op gebieden waarvoor ze de vaardigheden bezit en die gekenmerkt zijn door een hoog potentieel aan industriële innovaties.

In het kader van deze bewaking neemt hij contact op met de ondernemingen om hen zijn diensten terzake aan te bieden.

Onderafdeling 2. — Naleving van de kwaliteits- en milieubeheersystemen, aangetoond aan de hand van een certificering die uiterlijk bij de eerste audit bedoeld in artikel 31 is verkregen.

Art. 13. Om zijn bekendheid in de wetenschappelijke en industriële gemeenschap en de reputatie van zijn dienstverlening en zijn producten te vestigen, voldoet het erkend onderzoekscentrum aan de normen voor het kwaliteitsmanagement en aan de normen voor het leefmilieumanagement die essentieel zijn in de gebieden waaronder zijn activiteiten vallen. "

Art. 14. In hetzelfde besluit, in Hoofdstuk I van Titel II, wordt afdeling 6, bevattende artikel 8, vervangen door wat volgt:

"Sectie 6 - Strategische visie criterium

Onderafdeling 1. — Opstellen van een strategisch plan

Art. 15. Ter staving van de erkenningsaanvraag maakt het onderzoekscentrum een plan over waarin de acties die hij voornemens is te ondernemen in de zestig komende maanden, omschreven worden. Dit betreft de manier waarop het past in (i) de Waalse en Europese strategische richtlijnen, (ii) het onderzoeks- en innovatielandschap, (iii) het Waalse industriële weefsel, (iv) de doelstelling van duurzame ontwikkeling en (v) de verwachte bijdrage aan de ontwikkeling van het Waals Gewest door middel van gekwantificeerde en meetbare indicatoren.

Het door de Raad van bestuur of het Vast comité goedgekeurde plan wordt jaarlijks bijgewerkt en per post aan de Administratie overgemaakt.

Onderafdeling 2. — Publicatie van een jaarverslag

Art. 16. Het erkende onderzoekscentrum brengt een jaarverslag uit waarin het verloop en de resultaten van zijn verschillende activiteitensorten uiteengezet worden. Dat verslag omvat minstens de volgende rubrieken:

- 1° de samenstelling van de raad van bestuur of van het vast comité;
- 2° de samenstelling van het technisch comité of van het adviescomité;
- 3° de samenvatting van de financiële resultaten van het jaar en de evolutie van het personeel;
- 4° de lopende onderzoeksprogramma's;
- 5° de voornaamste resultaten van de voleindigde onderzoeksdaden en hun economische, milieu- en sociale impact;
- 6° de gestructureerde samenwerkingsverrichtingen;
- 7° de verworven kwaliteitsnormen;
- 8° de voor de ondernemingen beschikbare diensten;
- 9° uitrusting waarvan de aankoopprijs meer dan 20.000 euro bedraagt;
- 10° de instrumenten voor de verspreiding van de resultaten.

Onderafdeling 3. — Informatie die jaarlijks aan de Administratie moet worden meegedeeld

Art. 17. Jaarlijks deelt het onderzoekscentrum per post aan de Administratie het volgende mee:

- 1° een gedetailleerde toestand van de algemene boekhouding (balans en interne resultatenrekening) zoals goedgekeurd door de jaarlijkse algemene vergadering of de algemene raad;
- 2° een overzicht van de verdeling van de hulpbronnen volgens hun oorsprong overeenkomstig de bijlage;
- 3° het bestand van het onderzoekscentrum, in voltijds equivalenten verdeeld tussen de onderzoekers, de technici en het administratief personeel.

Het onderzoekscentrum houdt ter beschikking van de Administratie:

- 1° de bestemming van de hulpbronnen per project;
- 2° de verdeling van de kosten volgens hun bestemming;
- 3° de financiering van de verschillende kosten. ”.

Art. 18. In hetzelfde besluit, in Hoofdstuk I van Titel II, wordt afdeling 7, bevattende artikel 9, vervangen door wat volgt:

”Sectie 7 - Sleutelindicator gekoppeld aan de steunmaatregelen voor bedrijven

Art. 19. De verhouding die jaarlijks wordt berekend volgens de formule in de bijlage bedraagt gemiddeld minimaal 30 , berekend over drie kalenderjaren.

Het percentage bedoeld in het vorige lid bedraagt echter 25 voor de kalenderjaren 2024 tot en met 2026. ”.

Art. 20. In hetzelfde besluit, in Hoofdstuk I van Titel II, wordt afdeling 8, bevattende artikel 10, vervangen door wat volgt:

”Sectie 8 - Europese dimensie

Art. 21. Het onderzoekscentrum dient, in het kader van het kaderprogramma voor onderzoek en innovatie “Horizon Europe” of enig daaropvolgend programma en over een periode van drie kalenderjaren, minimaal 6 aanvragen in die de door de Europese Commissie vastgestelde financieringsdrempel bereiken.

Het aantal dossiers bedoeld in het vorige lid bedraagt echter 3 voor de kalenderjaren 2024 tot en met 2026. ”.

Art. 22. In hetzelfde besluit, in Hoofdstuk I van Titel II, wordt afdeling 9, bevattende artikel 11, vervangen door wat volgt:

”Sectie 9 - Sleutelindicator gekoppeld aan de verspreiding van de resultaten

Art. 23. Het onderzoekscentrum kan aantonen dat het over een periode van drie kalenderjaren ten minste 75 activiteiten heeft ontplooid voor de brede verspreiding van resultaten via publicaties in wetenschappelijke tijdschriften met leescomité, wetenschappelijke conferenties en verspreidingsseminars als spreker, het opstellen van nieuwe normen voor de sector, patenteren en het opstellen van technische informatienota's.

Het aantal activiteiten voor de verspreiding van de resultaten bedoeld in het vorige lid bedraagt echter 50 voor de kalenderjaren 2024 tot en met 2026. ”.

Art. 24. In Titel II, Hoofdstuk I, van het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië, worden de secties, 10 tot 13, die de artikelen 11 tot 15 omvat, opgeheven.

Art. 25. In hetzelfde besluit wordt Hoofdstuk II van Titel II, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 18 februari 2016, opgeheven.

Art. 26. Artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2017, wordt vervangen door wat volgt:

”Art. 18. De Erkenningscommissie bedoeld in artikel 76 van het decreet bestaat uit:

- 1° één vertegenwoordiger van de Minister-President;
- 2° één vertegenwoordiger van de Minister van Economie;
- 3° een vertegenwoordiger van de Minister;
- 4° twee leden van het Bestuur;
- 6° één expert met een wetenschappelijke oriëntatie;
- 7° één expert met een economische en financiële oriëntatie;
- 8° één deskundige inzake duurzame ontwikkeling;
- 9° één deskundige inzake certificering;

10° vier vertegenwoordigers van de Beleidsgroep Wetenschapsbeleid aangewezen door de “Conseil économique, social et environnemental de la Région wallonne” (Economische, sociale en milieuraad van het Waalse Gewest). ”.

Art. 27. In artikel 22 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden “meerderheid der aanwezige leden” vervangen door de woorden “meerderheid der aanwezige of vertegenwoordigde leden”.

Art. 28. In artikel 30 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 februari 2016, worden de woorden “tot 15 en in artikel 17.” vervangen door “tot 17. ”.

Art. 29. In artikel 31 van hetzelfde besluit, tweede lid, wordt het woord “twee” vervangen door “drie”.

Art. 30. In artikel 31 van hetzelfde besluit, derde lid, wordt het woord “vijf” vervangen door “drie”.

Art. 31. Artikel 32 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 18 februari 2016, wordt vervangen door wat volgt:

”Art. 32. De erkenningscommissie doet aan de minister een voorstel tot permanente of tijdelijke intrekking:

1° als uit een audit waarvan sprake in de artikelen 29, 30 en 31 blijkt dat het onderzoekscentrum niet meer voldoet aan de voorwaarden voor de verkrijging van de erkenning waarvan sprake in de artikelen 5 tot 17;

2° indien het erkende onderzoekscentrum niet voldoet aan de erkenningsvoorwaarden ²bedoeld in artikel 4. ”.

Art. 32. Artikel 34 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 februari 2016, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 34. De Regering beslist, op voorstel van de Minister, over de definitieve of tijdelijke intrekking van de erkenning van een erkend onderzoekscentrum.

De definitieve of tijdelijke intrekking van de erkenning van een onderzoekscentrum kan pas uitgesproken worden na afloop van een tegensprekelijk debat. "

Art. 33. Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 36. Jaarlijks en uiterlijk op 31 maart van elk jaar, verifieert de Commissie of aan de in artikel 4 bedoelde voorwaarde voor het verkrijgen van de erkenning is voldaan, aan de hand van een per post door het erkende onderzoekscentrum toegezonden certificaat dat is afgegeven door een onafhankelijke deskundige die gespecialiseerd is in regelgeving op het gebied van staatssteun.

Elk jaar doet de Commissie het erkende onderzoekscentrum aanbevelingen met betrekking tot de naleving van de in de artikelen 15 tot en met 17 bedoelde erkenningsvoorwaarden, op basis van de door het centrum verstrekte informatie.

Analyses en aanbevelingen worden elk jaar uiterlijk 30 juni per post aan de minister overgemaakt. "

Art. 34. In artikel 44 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 februari 2016, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt:

"De volgende tegemoetkomingen maken het voorwerp uit van een kennisgeving aan de Commissie en van een analyse van het aanmoedigende effect volgens de modaliteiten voorzien in de kaderregeling betreffende staatssteun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie:

1° iedere steun van meer dan 35.000.000 euro waarvan sprake in de artikelen 15 tot 20 van het decreet;

2° iedere steun van meer dan 25.000.000 euro waarvan sprake in de artikelen 21 tot 31 van het decreet;

3° iedere steun van meer dan 8.250.000 euro waarvan sprake in de artikelen 32 tot 34 van het decreet;

4° iedere steun van meer dan 2.200.000 euro waarvan sprake in de artikelen 35 tot 39 van het decreet;

5° iedere steun van meer dan 12.500.000 euro waarvan sprake in de artikelen 46 tot 53 van het decreet;

6° iedere steun van meer dan 2.200.000 euro waarvan sprake in de artikelen 54 tot 57 van het decreet;

7° iedere steun van meer dan 35.000.000 euro waarvan sprake in de artikelen 58 tot 60/5, 73/1 tot 73/4/3 en 93/1 tot 93/7 van het decreet. "

Art. 35. In de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- de woorden "Deze bijlage legt de financiële draagkracht waarvan sprake in artikel 17 van het besluit vast." worden opgeheven;

- de woorden "De financiële draagkracht wordt op grond van een coëfficiënt geëvalueerd. Dit coëfficiënt is minstens 50 en wordt bepaald als volgt: (Ref. 7 + Ref. 8 + Ref. 9 + Ref. 10 + Ref. 11 + Ref. 12)/Ref. 14" vervangen door "De sleutelindicator die gekoppeld is aan de bedrijfszondersteunende maatregel wordt beoordeeld op basis van een coëfficiënt die als volgt wordt bepaald: (Ref. 9 + Ref. 10 + Ref. 11 + Ref. 12/ (Ref. 14 - Ref. 4 - Ref. 5)". Overgangsbepaling.

Art. 36. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2024.

Art. 37. De Minister van Onderzoek en de Minister van Economie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 april 2024.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/006027]

6 JUNI 2024. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van een gemeenschappelijk model van deontologische en ethische code die van toepassing is op de lokale mandatarissen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 84^{quater}, derde lid;

Gelet op artikel 2, § 3, 3°, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 betreffende de invoering van de gelijke kansentest die voorziet dat het evaluatieverslag "gelijke kansentest" genaamd, niet moet worden opgesteld voor een wetgevend ontwerp met een louter formeel karakter, waaronder de ontwerpen waarvoor het advies van de Raad van State niet verzocht wordt overeenkomstig artikelen 3, § 1, eerste lid, en 5 van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/006027]

6 JUIN 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant un modèle commun de code de déontologie et d'éthique applicable aux mandataires locaux

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 84^{quater}, alinéa 3;

Vu l'article 2, § 3, 3°, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances qui prévoit que le rapport d'évaluation appelé 'test d'égalité des chances', ne doit pas être établi pour un projet d'acte législatif à caractère purement formel, dont les projets pour lesquels l'avis du Conseil d'État n'est pas demandé en application des articles 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et 5 des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;